

Apports Des Programmes IMFs Dans La Resilience Financieres Des Menages : Developpement Des Actifs Des Menages Issus Des Milieux Ruraux Cas Des IMFs Malgaches

Contribution Of IMFs Programs In The Financial Resilience Of Households: Development Of Assets Of Rural Households Case Of Malagasy IMFs

RAKOTONDRAMANANA Andry Lova Herizo¹, RANDRIANIRINA Herimamy Henintsoa Raphael²,
RAKOTOMALALA Fanja Tiana Claudia³, ANDRIANARIZAKA Marc Tiana⁴

¹Docteur en Sciences de Gestion, Maître de Conférences, Faculté des Lettres et Sciences Humaines
Laboratoire DYOGM, Université d'Antananarivo
Logt 283 Cité Mandrozeza Antananarivo Madagascar

²Docteur en Gestion des Ressources Naturelles et Développement, Université d'Antananarivo
Lot IAC 91A Ambohidrapeto Antananarivo Madagascar

³Docteur en science de gestion, Université d'Antananarivo
Lot IB 196 Ter Andoharanofotsy Antananarivo 102 Madagascar

⁴Docteur en Sciences Cognitives et Applications, Université d'Antananarivo
Lot VF 61 Ankazotokana Antananarivo Madagascar



Résumé – La microfinance s'est développée en tant qu'approche du développement économique qui s'intéresse spécifiquement aux individus à faibles revenus. A travers leurs programmes financiers, les microfinances participent à la résilience financière de leurs membres. Mais la problématique est de savoir comment les programmes IMFs contribuent-ils aux développements des actifs des bénéficiaires ? L'objectif de cette recherche est donc d'évaluer, à travers des études faites sur un échantillon de 100 ménages issus des milieux ruraux, les effets des actions des institutions de microfinance sur le développement de ces ménages. Les résultats montrent que les programmes IMFs constituent un outil de développements des ménages membres.

Mots-clés : Microfinance, Développement, Actifs, épargne, Bénéficiaires.

Abstract – Microfinance has developed as an approach to economic development that focuses on low-income individuals. Through their financial programs, microfinance institutions contribute to the financial resilience of their members. But the question is, how do MFI programs contribute to the development of beneficiaries' assets? The objective of this research is therefore to evaluate, through studies carried out on a sample of 100 households from rural areas, the effects of the actions of microfinance institutions on the development of these households. The results show that MFI programs are a development tool for member households.

Keywords – Assets - Microfinance - Development - Savings – Beneficiaries.

I. INTRODUCTION

L'évolution du monde actuel crée un grand fossé entre les hommes et leur développement. Malgré le désir et la volonté de se tirer de la pauvreté, le manque de ressource surtout financière y fait obstacle. Le sous-développement comme la pauvreté est une situation dans laquelle les besoins fondamentaux des hommes ne peuvent pas être satisfaits. Cet état de sous-développement ou de la pauvreté apparaît généralement dans la vie sous forme de cercle vicieux à deux niveaux sur le plan de l'offre et celui de la demande.

La microfinance est l'un des outils mis en œuvre pour servir de levier à l'allègement du fardeau de la pauvreté et susciter le développement. Elle sert pour briser le cercle vicieux. Même sans être la panacée, elle tient de nos jours une place très importante dans la lutte pour la réduction de la pauvreté et la promotion du développement tant sur le plan national qu'international.

A l'instar de Grameen Bank du célèbre Docteur Yunus¹, l'un de ses fondateurs, Madagascar a toujours fait grand cas de l'amélioration et de l'expansion de la microfinance en vue de la réduction de la pauvreté et de développement. C'est encore aujourd'hui une des raisons, en effet, de l'apparition de diverses institutions de microfinance. Mais la problématique est de savoir comment les programmes IMFs contribuent-ils aux développements des actifs des ménages?

C'est dans ce contexte que cette recherche s'oriente sur l'analyse des impacts des programmes IMFs sur le développement des actifs des ménages.

Cette étude a pour objectif de comprendre, mesurer et évaluer les effets des actions des institutions de microfinance sur le développement des actifs des ménages en milieu rural. En outre, cette recherche essaie d'apporter une réflexion d'ensemble sur les impacts de l'intégration des ménages dans des programmes IMFs sur leurs évolutions en matière de biens, d'immobiliers et d'actifs agricoles.

L'approche méthodologique est basée sur la vérification de l'hypothèse que les programmes IMFs satisfont les besoins fondamentaux par une augmentation des actifs du ménage tels que les biens possédés, l'épargne et par l'amélioration des indicateurs matériels. Ainsi, l'approche hypothético-déductive est la plus appropriée. En effet, l'analyse se base sur les résultats des recherches faites auprès d'un échantillon de 100 ménages issus du milieu rural. Les données recueillies seront par la suite traitées statistiquement à l'aide du logiciel SPHINX permettant de sortir des interprétations se rapportant au thème.

II. CADRE CONCEPTUEL ET METHODOLOGIQUE

Le développement, à la différence de la croissance, débouche sur le progrès entretenu et soutenu. La croissance se rapporte à la dimension ou la taille d'un objet de la production dans une économie donnée. Traditionnellement dans la formation en économie, il convient d'étudier simultanément « la croissance et le développement » car le développement englobe la croissance.

La différence du développement par rapport à la croissance tient à la transformation de la population et donc des hommes qui arrivent à comprendre le mécanisme permettant un accroissement cumulatif et durable du produit. Dans ce cas, il y a un aspect qualitatif du développement que nous ne retrouvons pas dans la croissance. Ici, le progrès apparaît comme le garant de ce développement, il est assimilé par les hommes, nous parlons de progrès économique améliorant la productivité et le rendement du travail. Ceci pousse à évaluer le développement en retenant comme indicateur la satisfaction ou non des besoins fondamentaux. Dans la logique de ce caractère productif, la détermination de ces besoins fondamentaux constitue une étape devant appeler des actions prioritaires pour le développement. Des auteurs de la Banque Mondiale qualifient la politique de satisfaction des besoins fondamentaux comme un complément aux méthodes pour accroître la productivité des pauvres et des structures économiques sous-développées.

C'est en se basant sur ces logiques de développement des pays sous développée que ce travail analyse la place que tient la microfinance dans le développement de la population de ces pays.

Le terme microfinance désigne l'offre de services financiers à une clientèle pauvre composée notamment de petits travailleurs indépendants. La microfinance est un outil de développement grâce à l'offre de services financiers et non financiers. L'offre de services financiers concerne l'épargne et le crédit. L'épargne constitue l'outil indispensable à l'investissement. Elle permet de briser

¹ Conso P., « *Guide de la banque pour tous, les banques mutualistes en Afrique* », Dunod Paris, 1992.

le cercle vicieux du sous-développement ou de la pauvreté qui résulte du manque ou de la faiblesse de revenu dû à plusieurs facteurs dont entre autres, à l'excès de population, aux mauvaises conditions de climat, à la mentalité, aux conditions économiques et politiques, etc.

L'épargne constitue un outil de développement qui ne peut être pourtant obtenu qu'à la suite d'une bonne productivité de son entreprise et du développement du bien-être. Faute d'épargne, le recours au crédit s'impose pour briser le cercle vicieux de la pauvreté ou du sous-développement contre un paiement de taux d'intérêt pendant un délai déterminé. La conception des crédits doit se fonder sur les caractéristiques de la trésorerie des emprunteurs et doit permettre à ces derniers de rembourser leurs crédits sans trop de difficultés. Le crédit peut être classé en deux grandes catégories : le crédit productif et le crédit à la consommation.

Certaines institutions de microfinance proposent néanmoins également des services d'assurance et de paiement. Au-delà de leur fonction d'intermédiaire financier, un grand nombre d'Institutions de MicroFinance (IMFs) jouent un rôle d'intermédiation sociale. Ainsi, la microfinance se définit souvent par les deux fonctions d'intermédiation sociale et financière. Loin d'être une simple affaire de banquier, la microfinance est un outil du développement².

Les activités de microfinance comprennent :

- Des petits crédits, en particulier pour les fonds de roulement,
- L'évaluation informelle des emprunteurs et des investissements,
- Des formes de garanties spécifiques telles que la caution solidaire ou l'épargne obligatoire,
- L'accès à des crédits successifs en fonction de la performance de remboursement,
- L'octroi et le suivi efficace des crédits,
- Des produits d'épargne sûrs.

Bien que certaines institutions de microfinance offrent des services d'appui au développement d'entreprise (formations techniques et marketing par exemple) et sociaux (alphabétisation et santé publique,...), ceux-ci ne sont généralement pas inclus dans la définition de la microfinance³.

Le secteur de la microfinance à Madagascar comprend trois types d'organisation :

- Les institutions à « base de membres » et/ou autogérées, majoritairement mutualistes, qui pratiquent la collecte d'épargne et l'octroi de crédits à leurs membres.
- Les institutions à « base des clients » qui sont des organisations ayant comme activité principale la distribution de crédits et qui ne lient pas l'emprunt à la constitution d'une épargne préalable.
- Les projets à « volet crédit » et les ONGs ou associations qui ne considèrent pas le crédit comme leur activité principale, le crédit étant souvent pris comme une composante parmi d'autres des projets mis en œuvre.

L'analyse d'impact effectué à travers cette étude vise au sens large tout processus à déterminer si une intervention a abouti au résultat recherché. En microfinance, ⁴elle est essentielle lorsque les interventions ont pour objectif ultime la réduction de la pauvreté. Elle importe de déterminer l'influence de ces services sur les niveaux de vie des bénéficiaires. L'impact des activités de microfinance a généralement un impact économique, socio-politique ou culturel, personnel ou psychologique.

² Ledgerwood Joanna, "Manuel de microfinance, programme sustainable Banking with the poor", 1996.

³ Ledgerwood Joanna, "Manuel de microfinance, Program Sustainable Banking with the poor", 1996.

⁴ Id

III. RESULTATS

1- Intégration à des programmes IMFs

Face à toute la palette de services financiers, offerts par les IMFs, destinés aux couches de la population en difficultés en milieu rural, tels les microcrédits, la petite épargne, les micro-assurances ou autres dont l'objectif est soit de favoriser l'accès aux exclus du circuit bancaire à des services financiers, soit d'inciter ces derniers à des meilleures épargnes.

1.1 Degré de dépendance des ménages aux programmes IMFs

Le tableau de résultats ci-dessous, relatant d'une manière générale l'intérêt que porte les ménages enquêtés sur les programmes des IMFs, met en évidence de façon significative d'après les tests de chi-deux de différences de proportion d'une part que la grande majorité de ces gens représentant les 84% adhère au plan proposé bien qu'une assez bonne couche de 16 % restent dans l'abstention aux offres. D'autre part, le même tableau évoque qu'un peu moins de la moitié des répondants soit les 48% déclarent avoir souvent des recours aux produits financiers et que seulement 10% ont eu rarement à faire appels aux offres financières des IMFs. En outre, force est de constater également que l'accès aux services des IMFs n'est plus nouveau. En effet, un peu plus d'un ménage sur 3, soit 34% a déjà eu à contracter des programmes des IMFs depuis plus de 4 ans et 15% depuis 2 à 4 ans.

Tableau 1 : Tendances générales d'intérêts et de dépendances des ménages ruraux aux services des IMFs

Tendance	Non- réponses	Modalité la plus citée, en n° 1	Modalité citée en n° 2	Modalité la moins citée
Contrat programme IMFs ⁵	0=0,0%	Souvent : 48=48,0%	Jamais : 16=16,0%	Rarement : 10=10,0%
Dépendance à des Programmes IMFs ⁶	16=16,0%	Plus 4 ans : 34=34,0%	Moins de 1 an : 19=19,0%	2 à 4 ans : 15=15,0%

Source : Auteurs, 2021

1.2 Familiarité des ménages aux types de programme des IMFs

Quant à la familiarité des ménages aux types de programme offerts par les IMFs, notre étude à travers le test de chi-deux d'indépendance établit une dépendance significative entre les opinions des enquêtés et les différentes offres de services financiers des IMFs⁷. Ainsi, l'illustration de ces opinions à travers l'analyse factorielle de correspondance ci-dessous, où l'inertie est représentée à 97,94% sur le premier axe factorielle, permet déduire le comportement des ménages contractant enquêtés. Le premier résultat saillant traduit d'une manière générale la réticence des ménages ruraux au contrat d'assurance, 90% de ces derniers expriment n'avoir jamais eu recours à ce type de produit financier. Toutefois, les autres types de programme intéressent plus ou moins la moitié des adhérents où ils prétendent avoir souvent à y contracter. Notons cependant que le contrat crédit reste le service phare des IMFs avec un pourcentage de 56% de clients déclarant avoir souvent affaire à ce programme⁸.

⁵ Les pourcentages sont significativement différents. $\chi^2 = 50,00$, ddl = 4, 1-p = >99,99%.

⁶ Les différences entre les pourcentages sont significatives. $\chi^2 = 12,70$, ddl = 4, 1-p = 98,72%.

⁷ La dépendance est très significative. $\chi^2 = 202,50$, ddl = 12, 1-p = >99,99%.

⁸ Confère annexe 1.

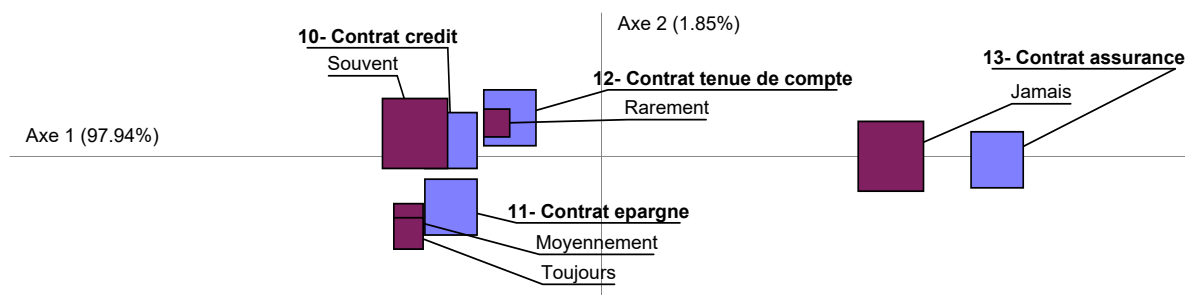


Figure 1 : Familiarité des ménages aux types de programmes IMFs

Source : Auteurs, 2021

1.3 Motifs avancés des adhérents aux contrats programmes des IMFS

Par ailleurs, l'analyse des réponses données par les ménages ruraux lors de notre sondage, établit de façon significative via le test de chi-deux d'indépendance et l'analyse factorielle de correspondance que les premiers motifs souvent donnés par ces derniers lors des contrats programmes des IMFs concernent avant tout l'extension des activités (47%) suivi de nouvel investissement (46%). Cette situation évoque le besoin de développement des ménages ruraux en terme d'activités professionnelles et est confirmé également par nos analyses car le problème financier est moyennement avancé par un peu moins de la majorité des enquêtés comme motifs lors des demandes d'assistances auprès des IMFs. La construction et rénovation est rarement évoquées bien qu'elles étaient évoquées comme éléments justificatifs des demandes d'obtention de contrats programmes des IMFs par un peu moins de la majorité des interviewés⁹.

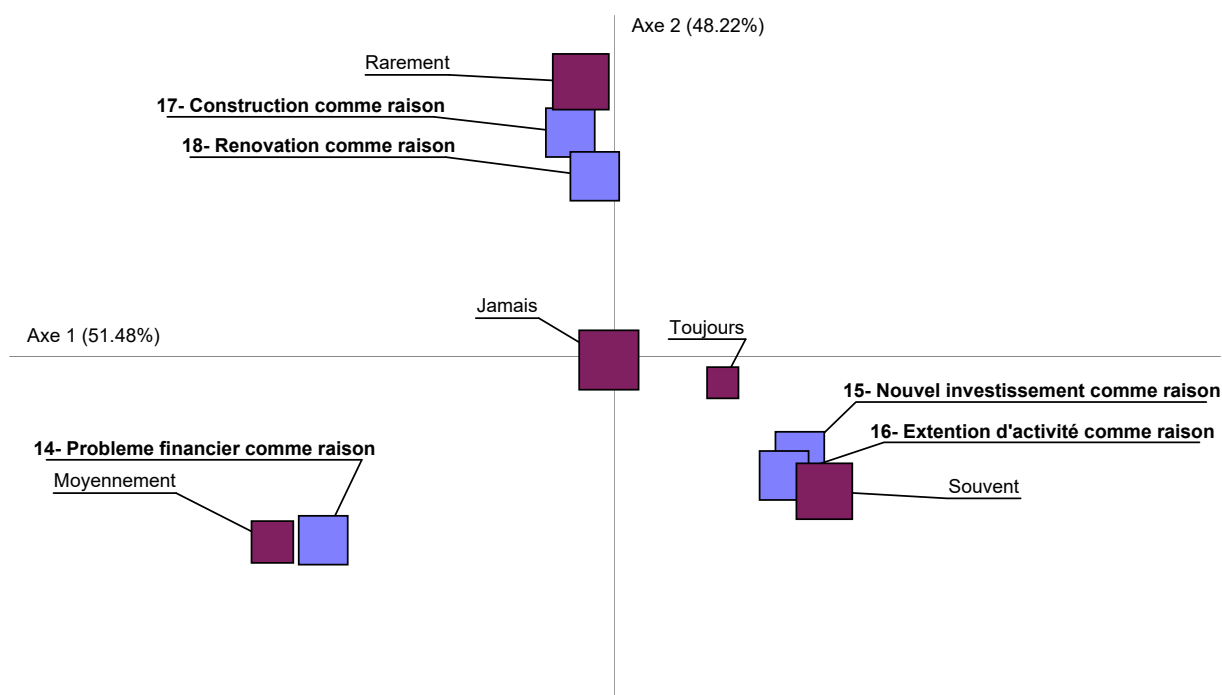


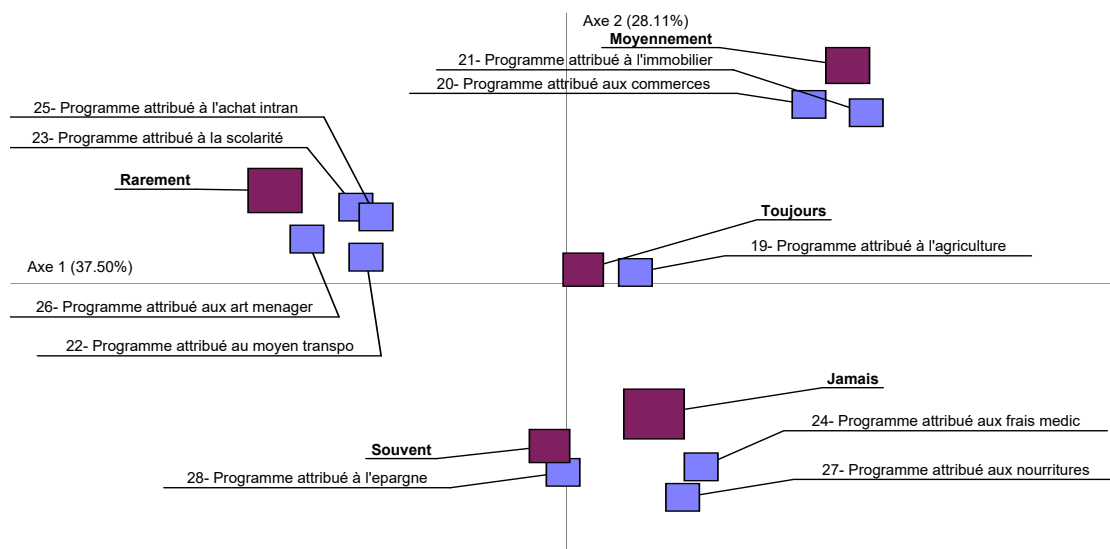
Figure 2 : Motifs avancés des adhérents aux contrats programmes des IMFS

Source : Auteurs, 2021

⁹ Voir annexe

1.4 Affectation des programmes IMFs contractés

Etant avancé précédemment dans l'analyse des opinions des ménages ruraux que globalement les motifs de demandes avancés pour l'obtention des programmes des IMFs concernent avant tout le nouvel investissement et l'extension des activités. La suite de nos analyses de par le test de chi-deux d'indépendance entre les opinions des enquêtés et l'affectation des programmes avancés par les IMFs et l'analyse factorielle de correspondance établissent de façon significative selon les 47% des répondants l'affectation des soutiens des IMFs toujours à l'agriculture et souvent d'après les 47,5% à l'épargne¹⁰. On remarque cependant toujours d'après la même analyse que globalement un ménage sur deux enquêtés soit ou des achats intrants soit des effets scolaires soit le transport et moyennement dans l'immobilier¹¹.



2- Description des biens possédés par les ménages

Afin de mieux relever l'impact des programmes des IMFs auprès des ménages ruraux sur leurs développements en matière de biens, les analyses se portent spécifiquement sur les biens ménagers, les actifs agricoles et les actifs immobiliers.

2.1- Description des biens ménagers possédés

Cette étude a mis en évidence suite aux analyses des opinions des enquêtés concernant les biens possédés que ces derniers ne se soucient pas trop de leur confort ménager et se contentent généralement du minimum du nécessaire¹². En effet, pour un peu plus de la majorité des ménages enquêtés, bénéficiant des programmes des IMFs, les ustensiles de cuisine dominent leurs actifs. 56% des interviewés déclarent en avoir plusieurs de ce type de biens, 57% possèdent peu d'appareils électroménagers et un peu moins soit les 54% révèlent avoir assez de mobiliers dans leurs foyers. Quant aux moyens de transport 52% déclarent en disposer peu à leur propre compte.

¹⁰ La dépendance est très significative. $\chi^2 = 605,75$, ddl = 36, 1-p = >99,99%.

¹¹ Voir annexe

¹² La dépendance des opinions des ménages à leurs biens possédés est très significative. $\chi^2 = 183,11$, ddl = 12, 1-p = >99,99%.

Tableau 2 : Types de biens ménagers possédés par les enquêtés

Opinions Types de biens possédés	Aucun	Peu	Assez	Plusieurs	Beaucoup	TOTAL
Ustensiles de cuisine	8,0%	17,0%	11,0%	56,0%	8,0%	100%
Mobiliers	10,0%	13,0%	54,0%	10,0%	13,0%	100%
Appareils électroménagers	14,0%	57,0%	13,0%	11,0%	5,0%	100%
Moyens de transports	18,0%	52,0%	8,0%	11,0%	11,0%	100%

Source : Auteurs, 2021

Bien que les foyers ruraux sont très peu équipés en actifs ménagers, force est de constater à travers notre étude basée sur l'intervalle de confiance des pourcentages à 95% donnés pour chaque modalité que 20% à 40% de ces biens ont été déclaré par les 35,3% à 54,8% des enquêtés avoir été acquis à l'issus des programmes des IMFS. Par ailleurs, des proportions assez conséquentes variant de 13,2% à 38,8% affirment que plus de 61% de leurs biens possédés sont obtenus suite aux services financiers offerts par les IMFs qu'ils ont bénéficié¹³.

Tableau 3 : Proportion des biens acquis par les programmes IMFs

Proportion des biens acquis par les programmes IMFs	Intervalles de confiance
20% à 40%	35,3% < 45,0 < 54,8%
Moins de 20%	16,5% < 25,0 < 33,5%
61 à 80%	10,5% < 18,0 < 25,5%
81 à 100%	2,7% < 8,0 < 13,3%
41 à 60 %	0,2% < 4,0 < 7,8%

Source : Auteurs, 2021

2.2 Description des actifs agricoles possédés par les ménages

En ce qui concerne les actifs agricoles que possèdent les ménages ruraux, la lecture du tableau ci-dessous issu des résultats d'analyse des opinions de ces derniers relate de façon significative que les foyers en disposent assez selon un peu moins de la majorité des enquêtés (45%)¹⁴. Les bétails, les rizières et les matériels agricoles en font parties de ces biens possédés en assez peu de quantité selon les déclarations de plus de 50% des interviewés. Il est à noter cependant que la plupart des familles en milieu rural (45%) prétendent en posséder plusieurs volailles comme actifs agricoles.

¹³ Les différences de pourcentages sont jugées très significatives d'après le test de chi-deux. $\chi^2 = 52,70$, ddl = 4, 1-p = >99,99%.

¹⁴ La dépendance des opinions est très significative. $\chi^2 = 96,38$, ddl = 12, 1-p = >99,99%.

Tableau 4 : Types d'actifs agricoles des ménages agricoles

Opinions Types d'actifs agricoles	Aucun	Peu	Assez	Plusieurs	Beaucoup	TOTAL
Bétails	11,0%	14,0%	55,0%	10,0%	10,0%	100%
Volailles	4,0%	23,0%	18,0%	47,0%	8,0%	100%
Matériels agricoles	9,0%	19,0%	53,0%	7,0%	12,0%	100%
Rizières	16,0%	16,0%	54,0%	8,0%	6,0%	100%
Ensemble	10,0%	18,0%	45,0%	18,0%	9,0%	100%

Source : Auteurs, 2021

En rapport aux résultats ci-dessus, notre étude a mis en évidence de façon très significative tout en confirmant les résultats suscités de l'affectation des programmes reçus par les IMFs dans le domaine de l'agriculture que la grande majorité des actifs agricoles des ménages ruraux sont acquis à l'issu des offres de services financiers des IMFs¹⁵. En effet, d'après l'intervalle de confiance des différents pourcentages illustrant les proportions des actifs acquis, 38,2% à 57,8% des ménages ruraux interviewés affirment qu'au moins 61% de leurs actifs agricoles ont été gagnés suite aux programmes des IMFs.

Tableau 5 : Proportion des actifs agricoles obtenus à l'issu de programmes des IMFs

Proportion actifs agricoles acquis à l'issu de programmes des IMFs	Intervalles de confiance
61 à 100%	38,2% < 48,0 < 57,8%
Moins de 20%	15,6% < 24,0 < 32,4%
20 à 60 %	19,2% < 28,0 < 36,8%

Source : Auteurs, 2021

2.3 Description des actifs immobiliers possédés par les ménages

Enfin, notre étude portée sur les actifs des ménages ruraux a exploré les avoirs de ces derniers en termes d'immobiliers. Nos analyses ont établi les résultats dans le tableau ci-dessous qui montre d'une manière générale et très significative selon les propos d'un ménage enquêté sur deux (50,4%) que les foyers ruraux sont assez démunis de ce type d'actifs¹⁶. Plus de la majorité des répondants soient les 62% à 66% avouent en avoir aucun types d'actifs immobiliers en matières respectivement de magasins ou d'entrepôts. En outre, ils sont unanimes à déclarer ne pas avoir d'usines d'exploitation¹⁷ et peu d'entre eux sont propriétaires de maison (68%) et de terrains (49%).

¹⁵ La différence entre les pourcentages des modalités des proportions acquises est très significative. $\chi^2 = 13,30$, ddl = 4, 1-p = 99,01%.

¹⁶ La dépendance est très significative. $\chi^2 = 268,10$, ddl = 16, 1-p = >99,99%.

¹⁷ Voir annexe types d'actifs immobiliers des ménages ruraux

Tableau 6 : Types d'actifs immobiliers possédés par les ménages ruraux

Opinions Types d'actifs immobiliers possédés	Aucune	Peu	Assez	Plusieurs	Beaucoup	TOTAL
Maison(s)	9,0%	68,0%	10,0%	7,0%	6,0%	100%
Terrain(s)	15,0%	49,0%	10,0%	15,0%	11,0%	100%
Magasin(s)	62,0%	13,0%	10,0%	5,0%	10,0%	100%
Entrepôt(s)	66,0%	13,0%	8,0%	7,0%	6,0%	100%
Ensemble	50,4%	28,6%	7,6%	6,8%	6,6%	100%

Source : Auteurs, 2021

Parallèlement, le tableau de la distribution des intervalles de confiance des proportions des actifs immobiliers des ménages ruraux établit que l'acquisition de plus de la majorité (61% à 80%) de ce type de biens immobiliers selon toujours les 38,2% à 57,8% ont été occasionnée par les opportunités d'offres des IMFs.

Tableau 7 : Proportion des actifs immobiliers obtenus à l'issu de programmes des IMFs

44- Proportion actifs immobiliers acquis à l'issu de programmes des IMFs	Intervalles de confiance
Moins de 20%	28,5% < 38,0 < 47,5%
20% à 40%	0,2% < 4,0 < 7,8%
41 à 60 %	-
61 à 80%	38,2% < 48,0 < 57,8%
81 à 100%	4,1% < 10,0 < 15,9%

Source : Auteurs, 2021

IV. DISCUSSIONS

Les analyses qui suivent essayent de vérifier la validité de l'hypothèse supposant que les programmes IMFs impactent le développement des actifs des ménages

Les différents résultats établis précédemment montrent qu'en termes de biens possédés des ménages ruraux, ces derniers sont assez démunis. Toutefois, les apports des programmes des IMFs ont été bien mis en évidence par les analyses des opinions des enquêtés à l'issu de notre sondage. La plupart avoue que des proportions assez conséquentes de leur patrimoine ont été acquises suite aux offres financières fournies. Le tableau ci-dessous confirme de façon significative les proportions des avoirs acquis des programmes des IMFs selon leur type¹⁸. Les résultats évoquent d'emblée qu'un peu moins de la moitié des personnes interrogées soit les 48% déclarent que plus de 61% des leurs possessions sont issus des services financiers qu'ils ont contracté. Cette proportion des acquis est plus renforcée par plus de la majorité des répondants surtout aux actifs agricoles (52%) et immobiliers (58%).

¹⁸ La dépendance est très significative. $\chi^2 = 127,55$, ddl = 8, 1-p = >99,99%.

Tableau 8 : Tableau des proportions des avoirs acquis des programmes des IMFs selon leurs types

Proportions des avoirs acquis des programmes des IMFs Types des avoirs acquis des programmes des IMFs	Moins de 20%	20% à 40%	41 à 60 %	61 à 100%	TOTAL
Biens	25,0%	45,0%	4,0%	26,0%	100%
Actifs agricoles	24,0%	4,0%	20,0%	52,0%	100%
Actifs immobiliers	38,0%	4,0%	0,0%	58,0%	100%
Ensemble	25,0%	18,3%	8,7%	48,0%	100%

Source : Auteurs, 2021

Par ailleurs, les analyses de corrélation des programmes des IMFs contractés par les ménages ruraux relatifs à leurs actifs nous ont permis de confirmer de façon très significative selon les T-tests de corrélation associant tous des p-value inférieur à 0,01 les impacts de ces programmes. Tout d'abord, relevons de par le coefficient de corrélation de +0,84 que le programme conclu pour l'achat des articles ménagers explique 70% de la variance des biens acquis à l'issu de ce traité. En outre, le coefficient de corrélation +0,72 du tableau ci-dessous exprime que l'obtention des foyers ruraux des services offerts par les IMFs suite à un motif d'attribution à l'agriculture explique à niveau de 51% la variance des proportions des actifs agricole de ces derniers issus de ce plan. Enfin, le dernier coefficient de corrélation de +0,80 décrit que l'attribution des ménages ruraux des offres financières bénéficiées des IMFs à l'immobilier explique 64% de la variation de l'achat de leurs actifs immobiliers.

Ces différents constats de résultats et d'analyses suscités nous amène à énoncer de façon significative les apports des programmes IMFs sur la résilience financière des ménages ruraux dans le développement de leurs actifs.

Tableau 9 : Tableau des indicateurs de corrélation des programmes des IMFs relatifs aux actifs des ménages ruraux

Indicateurs Les programmes contractés et les actifs acquis	p-value	Coefficient de corrélation	Coefficient de détermination
Programme attribué aux articles ménagers et Biens acquis par les programmes IMFs	0,001	+0,84	70%
Programme attribué à l'agriculture et Actifs agricoles issus de programmes IMFs	0,001	+0,72	51%
Programme attribué à l'immobilier et Actifs immobiliers issus des IMFs	0,001	+0,80	64%

Source : Auteurs, 2021

V. CONCLUSION

Les résultats d'enquêtes des ménages paysans membres et non membres y afférents ont été rassemblés en vue d'une comparaison synoptique de leurs données statistiques. Les données statistiques des non membres servent de références ou d'éléments contrefactuels. Des tests statistiques au moyen du Logiciel « SPHINX » ont permis de vérifier les intervalles de confiance des résultats obtenus. L'étude « Avec et sans IMF » et les tests statistiques confirment, en général, l'hypothèse de départ. Autrement dit, la participation au programme d'une IMF satisfait les besoins fondamentaux par une augmentation des actifs tels que les biens possédés, l'épargne et par l'amélioration des indicateurs matériels au profit du développement des ménages paysans membres et des performances des IMFs.

REFERENCES

- [1] **Conso P.**, « *Guide de la banque pour tous, les banques mutualistes en Afrique* », Dunod Paris, 1992.
- [2] **François Perroux**, « *Les blocages de la croissance et du développement, la croissance, le développement et le progrès* »Tiers monde volume 7, 1996.
- [3] **Hubert M.Blalock,Jr.**, “ *social Statistics*”, London/Newyork, Mc Graw Hill, 1960.
- [4] **Ledgerwood Joanna**, “*Manuel de microfinance, programme sustainable Banking with the poor*” , 1996.
- [5] **Valéau, P.** « *La gestion des volontaires dans les Associations Humanitaires : un passage par les Contingences de l’implication* », Phd thesis, Université des Sciences et technologies de Lille, Institut d’Administration des Entreprises, 1997.
- [6] **Von Pischke**, , “*finance at the Frontier : Debt Capacity and the Role of Credit in the Private Economy, Washington, D.C*”, Banque Mondiale, 1961.

ANNEXE

Familiarité des ménages aux types de programmes IMFs

Opinions Types de programmes	Jamais	Rarement	Moyennement	Souvent	Toujours	TOTAL
Contrat crédit	16,0%	8,0%	10,0%	56,0%	10,0%	100%
Contrat épargne	16,0%	8,0%	13,0%	49,0%	14,0%	100%
Contrat tenue de compte	24,0%	10,0%	8,0%	50,0%	8,0%	100%
Contrat assurance	90,0%	3,0%	4,0%	2,0%	1,0%	100%

Source : Auteurs 2021,

Motifs des adhérents aux contrats programmes des IMFS

Opinions Motifs aux contrats programmes	Jamais	Rarement	Moyennement	Souvent	Toujours	TOTAL
Problème financier comme raison	28,0%	8,0%	48,0%	11,0%	5,0%	100%
Nouvel investissement comme raison	28,0%	10,0%	4,0%	46,0%	12,0%	100%
Extension d'activité comme raison	25,0%	9,0%	7,0%	47,0%	12,0%	100%
Construction comme raison	28,0%	49,0%	8,0%	8,0%	7,0%	100%
Rénovation comme raison	24,0%	45,0%	9,0%	14,0%	8,0%	100%

Source : Auteurs 2021,

La dépendance est très significative. $\chi^2 = 227,14$, ddl = 16, 1-p = >99,99%.

Affectation des programmes bénéficiés par les IMFs

Opinions Types de programme attribué	Jamais	Rarement	Moyennement	Souvent	Toujours	TOTAL
Agriculture	18,0%	10,0%	14,0%	11,0%	47,0%	100%
Commerces	21,0%	11,0%	51,0%	7,0%	10,0%	100%
Immobilier	27,0%	8,0%	50,0%	7,0%	8,0%	100%
Transport	21,0%	50,0%	7,0%	11,0%	11,0%	100%
Scolarité	21,0%	51,0%	10,0%	7,0%	11,0%	100%
Frais médicaux	64,0%	6,0%	9,0%	11,0%	10,0%	100%
Achat intrants	19,0%	52,0%	10,0%	8,0%	13,0%	100%
Arts ménagers	19,0%	54,0%	6,0%	13,0%	8,0%	100%
Nourritures	67,0%	7,0%	6,0%	13,0%	7,0%	100%
Epargne	22,2%	12,1%	7,1%	47,5%	11,1%	100%

Source : Auteurs 2021,

Types d'actifs immobiliers des ménages ruraux

Opinions Types d'actifs immobiliers possédés	Aucune	Peu	Assez	Plusieurs	Beaucoup	TOTAL
Maison(s)	9,0%	68,0%	10,0%	7,0%	6,0%	100%
Terrain(s)	15,0%	49,0%	10,0%	15,0%	11,0%	100%
Magasin(s)	62,0%	13,0%	10,0%	5,0%	10,0%	100%
Entrepôt(s)	66,0%	13,0%	8,0%	7,0%	6,0%	100%
Usine(s)	100%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	100%
Ensemble	50,4%	28,6%	7,6%	6,8%	6,6%	100%

Source : Auteurs 2021,